

ALERTE INFO 11:56



Marseille : Martine Vassal conserve la présidence de la métropole



Réservé aux abonnés

Ce que révèlent les nouveaux portefeuilles des ministres chargés des dossiers économiques

En plaçant Bercy sous la seule autorité de Bruno Le Maire, l'exécutif envoie plusieurs messages.

Par **Wladimir Garcin-Berson**

Publié le 7 juillet 2020 à 19:45



La nouvelle équipe de Bercy, constituée de Bruno Le Maire et de ses ministres délégués, ce mardi, à l'Élysée. *BENOIT TESSIER / REUTERS*



Nouveauté abonnés

Les lettres des journalistes

Découvrez nos nouvelles lettres thématiques
rédigées par vos journalistes

CHOISIR MES LETTRES

Il y a des signes qui ne trompent pas : alors que certains ministres ont attendu jusqu'au bout pour connaître leur sort, Bruno Le Maire a pu aborder la séquence du remaniement l'esprit tranquille. Sur le front de la crise depuis plusieurs semaines, le locataire de Bercy n'a pas été inquiété, tant son rôle ces dernières semaines a été central pour adoucir les effets dévastateurs de l'épidémie et du confinement sur l'activité. L'ancien ministre de l'Agriculture va désormais pouvoir se consacrer au gros morceau des prochains mois : la relance. Un mot qui fait figure de «*feuille de route*» du ministre et qui se retrouve ajouté à l'intitulé de son ministère.

Les preuves de la montée en puissance de Bruno Le Maire ne s'arrêtent pas là. Le patron de Bercy a été averti à l'avance de son maintien dès vendredi soir, confirme son cabinet. En outre, dans l'ordre protocolaire des ministres, «*BLM*» a grimpé quelques échelons, passant du 6^{ème} au 4^{ème} rang. Une montée honorifique, mais significative. Plus concrètement, le quinquagénaire est désormais le seul maître de la forteresse de Bercy, après le départ de Gérard Darmanin, jusqu'alors ministre de l'Action et des comptes publics, et désormais ministre de l'Intérieur. Le budget, poste stratégique, est dévolu à Olivier Dussopt, ministre délégué auprès de Bruno Le Maire... Et soumis à sa volonté. Autant d'indicateurs qui montrent que le ministre de l'Économie, des Finances et de la Relance maîtrise pleinement sa barque.

Le principal intéressé le dit lui-même : gérer le budget *«change absolument tout»*. Cette modification lui donnera la capacité de maîtriser les comptes, afin d'avoir une *«unité de commandement»* durant la crise, a-t-il déclaré en marge de la passation de Gérard Darmanin, ce mardi matin. *«Le chef de Bercy, c'est Bruno Le Maire»*, résume-t-on à son cabinet, en rappelant son bon bilan économique pré-crise du Covid-19. Petit manque, toutefois : le Quai d'Orsay garde le contrôle du commerce extérieur et l'attractivité de l'Hexagone, un dossier pris en charge par Franck Riester, ministre délégué auprès de Jean-Yves Le Drian. Amélie de Montchalin reprend quant à elle la Transformation et Fonction publique.

Un super-ministre pour une relance très attendue

Pour le président de Fipeco et ancien magistrat à la Cour des comptes François Ecalle, *«on a clairement donné plus de pouvoir à Bruno Le Maire»* durant ce remaniement. Cette situation est toutefois loin d'être une exception : *«dans l'histoire, il y a toujours eu les deux options, soit un grand ministre qui coiffe à la fois l'Économie et les comptes publics, soit deux ministres distincts qui peuvent être en désaccord»*, rappelle l'expert. La volonté de laisser Bruno Le Maire seul maître à bord peut d'ailleurs laisser apparaître une opposition en creux entre la direction du Trésor et celle du Budget, la première voulant une relance ambitieuse et la seconde s'inquiétant de la maîtrise des comptes publics, hasarde-t-il. *«Mettre le budget sous l'autorité directe de Le Maire peut confirmer l'idée que le plus important n'est pas les comptes publics mais la relance de l'activité»*, ajoute François Ecalle.

Pour Bruno Cautrès, chercheur CNRS au Cevipof et enseignant à Sciences Po, les attributions renforcées de Bruno Le Maire montrent qu'il s'est *«clairement affirmé depuis 2017 comme l'un des personnages*

les plus importants de l'exécutif». Elles sont aussi un «*message à l'électorat de centre-droit, qui aime l'image de sérieux, de compétence*» véhiculée par l'homme politique. En outre, «*il dispose également de ministres délégués, dont l'un aux PME : c'est là encore un message à un segment de l'électorat favorable à Emmanuel Macron, ces petits entrepreneurs, indépendants et chefs de PME qui ont beaucoup soutenu la réforme des retraites, par exemple*», explique l'expert, pour qui «*l'attelage centre-droit formé d'ex-LR reste un marqueur fondamental de ce gouvernement*».

De manière plus générale, Bruno Cautrès voit dans ce remaniement une volonté, de la part d'Emmanuel Macron, de rester maître du jeu. «*Le message visé est de montrer que même si l'on fait appel aux mêmes personnes dans des rôles similaires, c'est Macron qui bouge, qui décide et qui alimente le mouvement. Il est stratège, sait ce qu'il fait mais ne subit pas*», avance-t-il. Sans bouleverser le casting, ce qui aurait pu avoir un effet «*extrêmement déstabilisant*», il souhaite ainsi alimenter l'idée qu'il «*rebondit, bouge, qu'il est toujours en mouvement*», analyse le chercheur.

Des précisions attendues rapidement

Autres changements, les anciens secrétaires d'État Olivier Dussopt et Agnès Pannier-Runacher, anciennement rattachés respectivement à Darmanin et Le Maire, deviennent tous deux ministres délégués auprès du ministre de l'Économie. L'ancienne directrice générale déléguée de la Compagnie des Alpes est officiellement en charge de l'Industrie, un dossier qu'elle gérait déjà dans les faits. Ce duo est rejoint par l'ancien patron de l'U2P (Union des entreprises de proximité) Alain Griset, un autre signal qui sera entendu par les chefs de petite entreprise. Bruno Le Maire l'a d'ailleurs dit : les «*plus petits*» devront être soutenus à tout prix, car ils «*ont pris cette crise de plein fouet*».

Parmi les autres modifications, la nouvelle ministre du Travail, Élisabeth Borne, hérite d'un portefeuille gonflé par l'Emploi, d'une part, et l'Insertion, d'autre part. Un moyen pour l'exécutif de marteler son engagement dans la lutte contre le chômage. Elle va également récupérer le dossier explosif des retraites, autrefois dévolu à Laurent Pietraszewski, rattaché au ministère de la Santé.

La nouvelle ministre déléguée, Brigitte Klinkert, aura un rôle tout particulier dans cette crise, en aidant les plus vulnérables et éloignés du marché de l'emploi à y revenir. Mais que signifie exactement «*l'insertion*» dont elle sera chargée ? Quels seront ses dossiers prioritaires ? Contactés sur ce point, ni Matignon, ni l'Élysée ni la rue de Grenelle ne nous ont encore répondu. «*Les décrets d'attribution vont préciser la répartition des rôles. Cela permettra de voir quelles sont les missions de chaque ministre et sur quelles directions et quels services chacun d'entre eux aura autorité*», précise François Ecalle. Il faudra également attendre la nomination des secrétaires d'État pour mieux cerner la répartition précise des rôles au sein du gouvernement.

De son côté, Bruno Cautrès voit dans cet intitulé un marqueur de la volonté de l'exécutif de s'afficher en soutien aux «*seconds de cordée*». «*On ne veut pas juste envoyer le message classique du centre-droit, selon lequel il faut travailler plus : on veut aussi s'occuper de ceux loin de l'emploi, de la formation. C'est un classique de la synthèse macroniste et du discours politique français*», observe l'enseignant. Le «*en même temps*» bien connu, cher au locataire du palais présidentiel.